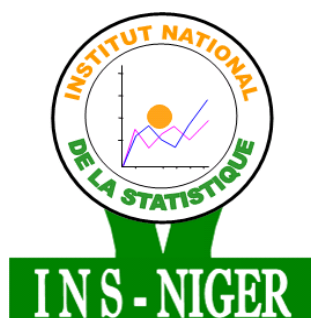


REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité-Travail-Progrès

**MINISTRE DU PLAN, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE
Institut National de la Statistique**



***Enquêtes d'évaluation des effets directs des activités
du PRRO dans les communes prioritaires du PAM***

**OFFRE TECHNIQUE
Et
FINANCIERE**

Juillet 2015

Direction générale : 182, Rue de la Sirba BP : 13 416 Niamey–Niger

Téléphone : (227) 20 72 35 60 – Fax : (227) 20 72 21 74 NIF : 9617/R

<http://www.ins.ne>

INTRODUCTION

La présente offre de prestation de services comprend une offre technique et une offre financière.

L'offre technique est articulée autour des points suivants :

1. Rappel sur le contexte et justification de l'enquête
2. Objectifs et résultats attendus
3. la méthodologie proposée
4. le chronogramme de l'étude

L'offre financière présente une estimation détaillée des coûts de réalisation des activités.

A. OFFRE TECHNIQUE

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS

Les ménages affectés par les crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes au Niger éprouvent d'énormes difficultés pour accéder à la nourriture et sont fortement dépendants de l'assistance alimentaire. Face aux enjeux de l'insécurité alimentaire, le PAM et ses partenaires ont mis en place une nouvelle stratégie d'intervention basée sur la résilience en vue de s'attaquer aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire. Cette stratégie vise à renforcer la résilience des communautés vivant dans des écosystèmes fragiles. Pendant les périodes post soudure, un dispositif de filets de sécurité permettant d'atténuer les répercussions négatives sur les moyens d'existence des populations cibles est ainsi mis en place. L'accès des ménages aux cash et aux vivres s'opère moyennant la récupération des terres, la collecte de l'eau et les achats locaux.

Le projet a démarré en janvier 2014 et l'intervention du PAM a surtout été concentrée dans les communes prioritaires et celles où des partenariats stratégiques existent entre le PAM et la FAO et/ou le FIDA. Les ménages ciblés dans ces communes reçoivent une assistance alimentaire conditionnelle (novembre à mai) et une assistance alimentaire pendant la période de soudure.

Plusieurs activités sont mises en œuvre dans le cadre de projet, notamment celles de nutrition (Supplémentation alimentaire généralisée: enfants de 6 à 23 mois, Supplémentation alimentaire généralisée: femmes enceintes et mères allaitantes, Supplémentation alimentaire ciblée: enfants de 6 à 59 mois, Supplémentation alimentaire ciblée: femmes enceintes et mères allaitantes et Supplémentation alimentaire ciblée: soignants), de développement rural (Assistance alimentaire ciblée/vivres et Assistance alimentaire pour la création d'actifs productifs) et d'éducation (Alimentation scolaire et activités complémentaires autour des cantines).

Au cours de l'année 2014, le PAM a assisté environ 1 736 000 bénéficiaires pour toutes les activités de nutrition, de développement rural et d'éducation. Actuellement, au premier trimestre de l'année 2015, environ 700 000 bénéficiaires ont été assistés dans les trois domaines précédemment cités.

Pour rappel, l'approche préconisée dans les communes prioritaires est fondée sur le principe d'une synergie programmatique pour la mise en œuvre d'un paquet cohérent d'interventions pour améliorer la résilience des communautés. Les réflexions sur l'amélioration continue des activités ont permis d'asseoir l'approche intégrée dans la programmation. A cet effet, les partenariats établis entre le PAM et le RECA (Réseau National des Chambres d'Agriculture) et l'Université Abdou Moumouni ont permis d'asseoir une expertise dans l'examen de la qualité des ouvrages ainsi que la capacité des staffs et des partenaires dans le suivi des avoirs créés.

Dans un récent rapport publié par le RECA en février 2015, il est ressorti que les activités d'argent/ vires pour la création d'actifs productifs, même s'il y a des améliorations, « **Certains sites ont donné de très bons résultats. Globalement, au démarrage de ce travail de suivi, le RECA n'était pas très optimiste sur les résultats possibles compte tenu des difficultés constatées les années précédentes. Force est de constater que la « bouteille est à moitié pleine », c'est-à-dire qu'une bonne moitié des sites a donné une production appréciable, dans la majorité des cas sur des terrains qui n'étaient plus cultivés. Il y a bien eu une production supplémentaire sur des terrains récupérés grâce aux aménagements réalisés (demi-lunes), notamment dans la région des plateaux de l'Ouest.** »¹.

Conformément au nouveau plan stratégique 2014-2017, l'intervention prolongée de secours et de redressement vise à sauver des vies, à préserver les moyens d'existence et à renforcer la résilience des communautés vulnérables grâce à des dispositifs de distribution de produits alimentaires et de transfert d'espèces. Le plan de l'intervention est axé sur trois principaux objectifs :

Le projet offre un volet évaluation important, notamment une série d'enquêtes quantitatives et qualitatives auprès des ménages et des communautés. Cette évaluation permettra d'avoir les évolutions suivant les repères établis en 2014 pour l'amélioration du processus de mise en œuvre d'une part et d'autre part, de mesurer les effets du projet sur les bénéficiaires.

Ainsi, après l'organisation de l'enquête de base dans ces communes prioritaires, ces termes de référence jettent les bases de la deuxième phase de l'enquête dans les zones d'intervention où les activités du PAM ont lieu actuellement. Elle servira aussi de base pour alimenter l'évaluation à mi-parcours du projet qui est prévu en novembre 2015.

2. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

2.1 Objectifs

2.2.1 Objectif général

L'objectif général de l'enquête dans les communes prioritaires du PAM est de mesurer les changements imputables aux interventions intervenues depuis la situation de référence dans le domaine de la sécurité alimentaire, nutritionnel ainsi que la résilience. Cette évaluation permettra également de faire un premier exercice de graduation auprès des ménages assistés.

2.2.2 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de l'évaluation sont :

¹ Page 2 du rapport RECA_suivi_sites_DLA_2014.

- l'appréciation des caractéristiques démographiques et socio-économiques des bénéficiaires afin de suivre l'évolution de la qualité du ciblage;
- la mesure de la dynamique de l'indice de stratégie de survie et d'adaptation, de la consommation alimentaire et de la diversité alimentaire ;
- la mesure des indicateurs de malnutrition et de morbidité chez les enfants de 6-23 mois des ménages assistés afin d'évaluer les effets de l'intervention depuis la Baseline ;
- l'appréciation de la situation des actifs productifs depuis le début du projet et de la qualité des ouvrages réalisés ;
- l'accès des ménages très pauvres aux actifs créés ;
- la graduation des ménages assistés ;
- la formulation de recommandations adéquates pour améliorer la mise en œuvre du projet.

2.2 Résultats attendus

Les résultats suivants sont attendus à l'issue de cette étude :

- les caractéristiques démographiques et socio-économiques des bénéficiaires sont déterminées et analysées en référence aux données de l'enquête de base ;
- les indicateurs nutritionnels, de sécurité alimentaire, de morbidité et de mortalité sont mesurés et analysés ;
- l'évolution des avoirs en termes d'actifs productifs est établie ;
- la graduation des ménages assistés est réalisée.

3. METHODOLOGIE

3.1 Couverture géographique de l'enquête

Dans une vision longitudinale de l'étude, on cherchera à enquêter de nouveau l'ensemble des ménages **très pauvres** enquêtés au cours de l'étude de base. Ceux qui ne seront pas retrouvés seront aléatoirement remplacés par d'autres ménages. Ainsi, la taille initiale de l'échantillon sera maintenue et est répartie sur l'ensemble des **22** communes prioritaires (**2 529 ménages**).

3.2 Questionnaires

L'enquête sera réalisée selon une approche mixte combinant les méthodes quantitatives et qualitatives de collecte de données. Les données de l'enquête seront représentatives à l'échelle de la zone d'intervention des communes

prioritaires. La collecte des données se fera à partir de questionnaires et guides d'entretien qui seront administrés au niveau communautaire, au niveau du ménage et des services techniques ainsi que des opérateurs.

- **Au niveau communautaire des données seront collectées sur** : la disponibilité et l'accessibilité des infrastructures de base ; la vulnérabilité des communautés ; la situation nutritionnelle ; la sécurité alimentaire, l'accès aux moyens de production et la création d'actifs productifs; les obstacles à l'amélioration de la résilience ; les mécanismes communautaires de prévention et de gestion des crises et catastrophes.

- **Au niveau du ménage l'accent sera mis sur** : les caractéristiques des ménages y compris les moyens de production dont ils disposent ; la sécurité alimentaire ; les mesures anthropométriques des enfants ; les chocs subis et leur impact ; l'appréciation des bénéficiaires sur l'approche programmatique ; les effets de l'intervention sur les bénéficiaires.

- **Au niveau des services techniques et des partenaires** : les données sur la qualité des ouvrages ; l'accès des bénéficiaires sur les avoirs créés ; les questions de production et de récupération des sols.

À l'issue de la collecte, une approche ménage sentinelles sera mise en place. Cette approche permettra de suivre l'évolution de la situation de ces ménages à des intervalles réguliers.

3.3 Mise en oeuvre

Les principales étapes de réalisation de cette enquête seront les suivantes :

Etape 1 : Rencontres préliminaires

Des réunions techniques auront lieu entre les cadres l'INS et des représentants du PAM afin de s'accorder dans les détails de la conduite de la présente étude. Il s'agira pour l'INS d'avoir avec le PAM des échanges sur les objectifs fixés, les résultats attendus et sur la méthodologie qui sera utilisée pour l'organisation de cette enquête.

Etape 2 : Elaboration des outils de collecte

Dans le souci d'une prise en compte des préoccupations énoncées dans les termes de référence (TDR), trois cibles essentielles seront concernées par l'enquête : les communautés (villages), les ménages et les services techniques et partenaires² du PAM dans le cadre du programme PRRO.

Etape 3 : Recrutement et formation du personnel de terrain

Il sera procédé au recrutement (et à la désignation) et à la formation de **50** agents pendant **huit (9)** jours. Cette formation portera sur divers aspects tels que la méthodologie d'échantillonnage, les techniques d'interviews, de prise de mesures

² La liste desdits services techniques et partenaires sera élaborée avec l'appui du PAM.

anthropométriques et de maniement des PDA (Personal Digital Assistant) via lesquels une partie de la collecte sera menée et sur le logiciel ENA/SMART qui servira à la saisie des mesures anthropométriques. Cette formation sera donc à la fois théorique et pratique avec plusieurs sorties sur le terrain. A l'issue de la formation, 44 agents seront retenus dont 11 chefs d'équipes pour effectuer la collecte des données.

Etape 4 : Finalisation des outils après la formation et le pré-test et validation par les partenaires

Des observations, commentaires et contributions sur les outils de collecte peuvent découler de la formation et du pré-test sur le terrain. Il s'agira de prendre en compte ceux qui sont pertinents et les intégrer dans les questionnaires. Ce sont ces questionnaires dits définitifs qui seront administrés aux populations cibles pendant la collecte sur le terrain

Etape 5 : Collecte des données sur le terrain et supervision des équipes

A l'issue de la formation seuls les 44 meilleurs agents seront retenus dont 11 chefs d'équipe et 33 agents enquêteurs. Il sera donc constitué 11 équipes qui vont sillonner l'ensemble des 22 communes et dans quatre (4) régions (Diffa, Maradi, Tahoua et Zinder). Ces équipes assureront la collecte pendant 16 jours. Afin d'apprécier, de faire améliorer la qualité des données recueillies sur le terrain et surtout de vérifier la cohérence interne et la vraisemblance des informations collectées, il sera organisé des missions conjointes de supervision d'une durée de douze (8) jours, selon trois (3) axes et assurée par des cadres de l'INS et du PAM.

Etape 6 : Traitement et analyse des données

Il sera produit des tableaux et graphiques qui feront l'objet d'une analyse descriptive au cours d'un atelier (retraite) d'une dizaine de jours. A l'issue de cet atelier un rapport provisoire sera produit et transmis aux partenaires. Les observations et commentaires suscités lors de leur lecture du rapport seront pris en compte pour produire un rapport final de l'enquête.

B. OFFRE FINANCIERE

Le coût global de l'opération est estimé à **SOIXANTE QUATRE MILLIONS HUIT CENT CINQUANTE NEUF MILLE SEPT CINQUANTE HUIT FCFA (64 859 758)** détaillé comme présenté dans le tableau ci-dessous.

	Nombre de jours	Quantité	Homme /jour	Coût Unitaire	Total
1. Conception des documents techniques					2 050 000
Conception de la méthodologie	5	6	30	25 000	750 000
Conception/adaptation des questionnaires	5	6	30	25 000	750 000
Conception/adaptation masque de saisie	5	2	10	25 000	250 000
Conception et suivi budgétaire	forfait				300 000
2. Formation					6 002 000
- Formation théorique					3 766 000
Enquêteurs	7	50	350	5 000	1 750 000
Formateurs	7	6	42	10 000	420 000
Frais pédagogiques	7	6	42	5 000	210 000
Pause déjeuner pour formateurs	7	6	42	3 000	126 000
Chauffeurs de liaison	7	2	14	5 000	70 000
Carburant pour véhicule de liaison	7	2	14	15 000	210 000
Location de salle	7	2	14	70 000	980 000
- Sorties standardisation					1 075 500
Enquêteurs	1	50	50	5 000	250 000
Formateurs	1	6	6	10 000	60 000
Frais pédagogiques	1	6	6	5 000	30 000
Pause déjeuner pour formateurs	1	6	6	3 000	18 000
Location de salle	1	2	2	70 000	140 000
Chauffeurs de liaison	1	2	2	5 000	10 000
Carburant pour véhicule de liaison	1	2	2	15 000	30 000
Location de véhicule	1	5	5	60 000	300 000
Carburant	1	5	5	20 000	100 000
Chauffeurs standardisation	1	5	5	7 500	37 500
Collation pour enfants et accompagnantes	1	20	20	5 000	100 000
- Pré-test					1 160 500
Enquêteurs	1	50	50	5 000	250 000
Formateurs	1	6	6	10 000	60 000
Frais pédagogiques	1	6	6	5 000	30 000
Pause déjeuner pour formateurs	1	6	6	3 000	18 000
Chauffeurs de liaison	1	2	2	5 000	10 000
Carburant pour véhicule de liaison	1	2	2	15 000	30 000
Location de véhicules	1	5	5	120 000	600 000
Carburant	1	5	5	25 000	125 000
Chauffeurs pré-test	1	5	5	7 500	37 500
3. Impression et reproduction de documents					1 282 748

	Nombre	Quantité	Homme	Coût	Total
Questionnaires	1	51 310		25	1 282 748
4. Collecte					17 091 000
Perdiems agents	16	44	704	10 000	7 040 000
Perdiems chefs d'équipe	16	33	528	12 000	6 336 000
Perdiem chauffeurs enquêteurs	16	11	176	7 500	1 320 000
Perdiem superviseurs	8	6	48	25 000	1 200 000
Perdiem chauffeurs superviseurs	8	4	32	7 500	240 000
Cartes de communication équipes de collecte	1	11	11	5 000	55 000
Cartes de communication supervision	1	4	4	50 000	200 000
Frais de guide superviseurs/enquêteurs	1	14	14	50 000	700 000
5. Location de véhicule					12 000 000
Location véhicule enquêteurs	16	11	176	60 000	10 560 000
Location véhicule superviseurs	8	3	24	60 000	1 440 000
6. Carburant et lubrifiants					5 950 260
Carburant et lubrifiant de collecte		8481		540	4 579 740
Carburant et lubrifiant de supervision		2538		540	1 370 520
7. Matériels et fournitures					1 575 750
Chemises à rabat plastifiées	1	447	447	1 500	670 500
Cartes de communication équipe technique	forfait				400 000
Sacs agent	1	44	44	3 500	154 000
Produits pharmaceutiques	1	14	14	20 000	280 000
Cahiers		70	70	500	35 000
Bics (formation+collecte)		5	5	7 250	36 250
8. Saisie des données					2 024 000
Formation des agents de saisie	3	20	60	3 000	180 000
Formateur	3	3	9	10 000	90 000
Pause café-déjeuner	3	3	9	6 000	54 000
Perdiems agents de saisie	10	20	200	7 000	1 400 000
Perdiems contrôleurs de saisie	10	3	30	10 000	300 000
9. Traitement des données					2 550 000
Apurement des données	7	6	42	25 000	1 050 000
Tabulation	10	6	60	25 000	1 500 000
10- Analyse des données (retraite)					8 505 440
Perdiem cadres	10	6	60	25 000	1 500 000
Perdiem des chauffeurs	10	5	50	10 000	500 000
Pause café-déjeuner	10	20	200	6 000	1 200 000
Carburant pour 5 véhicules	936			540	505 440
Hébergement	10	11	110	25 000	2 750 000
Location salle	10	1	10	100 000	1 000 000
Finalisation du rapport	7	6	42	25 000	1 050 000
10. Reproduction du rapport					2 100 000
* Rapport provisoire	1	50	50	12 000	600 000
* Rapport final	1	100	100	15 000	1 500 000
11. Atelier de présentation					640 000
* Perdiem présentateurs	1	6	6	50 000	300 000
* Pause café	1	40	40	3 500	140 000
* Frais de taxi	1	40	40	5 000	200 000

	Nombre	Quantité	Homme	Coût	Total
12. Total partiel	1				61 771 198
13. Frais généraux (5 %)					3 088 560
Total général					64 859 758

Hypothèses du budget

Nombre de ménage	6000
Durée collecte	21
Nombre de villages (20 ménages tirés par village)	300
Nombre de village/ jour	15
Nombre d'équipes (un village est enquêté en 1 jour)	15
Nombre d'enquêteurs	45
Nombre total d'agents (Un chef+3 agents par équipe)	60